

NON-MIXITÉ : LA TROUVAILLE ÉCOLO CONTRE LE HARCÈLEMENT

PAR CAROLINE FOUREST

On se pince en lisant le dernier vœu du groupe écologiste au Conseil de Paris. Quatre élus EELV – Fatoumata Koné, David Belliard, Joëlle Morel et Marie Atallah – se sont creusé la tête pour faire avancer l'égalité dans le sport... Et qu'ont-ils trouvé ? La non-mixité.

Comme souvent chez les écolos, tout part d'une bonne intention. Encourager les femmes à brûler la graisse que la société leur fait si lourdement porter. Selon l'étude d'un géographe, l'immense majorité des femmes freinent leur pratique sportive pour des raisons familiales (41 %), professionnelles (18,5 %) ou par manque de temps (10,8 %). *So what ?* En quoi la non-mixité va-t-elle les aider à dégager du temps ? Le vœu change de sujet.

Sa proposition de non-mixité est censée répondre à un autre aspect du problème : le harcèlement. Vingt-six pour cent des femmes disent avoir été victimes de gestes ou de propos sexistes dans le cadre de leur pratique sportive. Cela monte à 52 % chez les étudiantes.

Pour lutter contre ce phénomène, le groupe écolo de Paris suggère de sensibiliser les acteurs du sport (OK), d'« *expérimenter des solutions innovantes* » comme « *l'organisation de joggings collectifs* » (super), et enfin d'encourager la « *création de créneaux non mixtes pour permettre aux femmes qui en auraient besoin de reprendre confiance* ». Une toute petite phrase lâchée, mine de rien, en fin de vœu.

Ces élus sont-ils totalement à côté de la plaque, largués au point d'ignorer la sensibilité de cette approche, ou le font-ils exprès ? On hésite. Leur dernière phrase suggère d'aider les « *associations proposant ce type d'initiative* ». De qui parlons-nous ?

S'il s'agit d'organisations religieuses estimant que la mixité est impure, cette mesure cautionne leur misogynie. C'est le cas lorsque des associations proches des Frères musulmans exigent des créneaux de piscine non mixtes – conformément aux consignes de Tariq Ramadan – pour éviter la tentation (qui n'était visiblement pas qu'à la piscine). Les mêmes réseaux organisent des tournois de volley réservés aux sœurs, toutes

voilées. Il existe d'autres tournois entre filles, cette fois proposés par des associations lesbiennes... Des républicains rigides, confondant l'universalisme et le normatif, peuvent être tentés de les mettre dans le même panier. Ce n'est pourtant pas du tout la même démarche.

Quand des filles choisissent de jouer entre elles par amitié et s'affronter entre équipes de filles non pas pour éviter la tentation mais l'homophobie, ou tout simplement par affinité, ou affronter une autre équipe à égalité de genre, cela n'a rien de grave. C'est même conforme aux règles universelles de la compétition sportive.

N'importe quelle association – religieuse, homo ou autre – doit pouvoir organiser des événements non mixtes si elle le souhaite. Cela fait partie de la liberté associative. Le débat commence lorsque les pouvoirs publics sont sollicités. Ils doivent se demander s'ils cautionnent une non-mixité visant l'égalité ou une ségrégation visant l'inégalité. Comme les intégristes sont malins, ils jouent sur les deux tableaux. Comme les politiques le sont moins, ils tombent dans le panneau... C'est le cas lorsque la mairie de Lille a instauré des « créneaux non mixtes » dans une piscine publique, prétendument à la demande de femmes religieuses ayant des « *complexes* », avant d'y renoncer. En plus d'affronter la polémique, la mairie avait dû retirer son personnel masculin les jours de non-mixité, avant de dépenser une fortune pour obstruer les hublots... Tout ça pour

des créneaux faisant passer les filles souhaitant aller à la piscine à des heures normales pour des salopes.

S'il suffisait de choisir la non-mixité pour éviter le harcèlement, pourquoi le réserver à la sphère sportive ? Le harcèlement n'est-il pas plus pénible encore dans la rue, les transports ou en politique ? Pourquoi ne pas imaginer des couloirs de marche réservés aux femmes ? Ou des couloirs pour bus séparant les hommes des femmes ? Mieux, puisque Denis Baupin a échappé à ses procès en harcèlement par prescription, pourquoi ses anciens collègues ne proposeraient pas des créneaux non mixtes au Conseil de Paris. Les hommes siègeraient un jour et les femmes un autre. Avouez que c'est tentant... Ou le signe d'une politique à court d'idées pour transformer en profondeur la société. ■

